

Emergence de l'économie solidaire : les tissages des *arpilleras* chiliennes à l'époque de la dictature (De la série d'arpilleras arrivés aux Pays-Bas entre 1979 et 1982)

Auteure : Karin Berlien Araos, (KBA)
Doc Economie U. de Grenoble France
Professeure à la Fac. D'Économie et Gestion,
Université de Valparaiso, Chili

Proposition pour l'Axe 4 : L'interculturel dans l'ESS

Résumé

Afin d'aborder l'hypothèse concernant l'émergence de l'économie solidaire à partir des broderies appelées "arpilleras", cet article décrit les méthodes utilisées ainsi que le système économique mis en place par les protagonistes pour gérer leur production et distribution, et procède ensuite à l'analyse thématique des représentations de cette série de broderies.

Pour cette approche, nous présenterons le contexte institutionnel où apparaissent les "arpilleras" en tant qu'objet informatif, les types de matériaux utilisés ainsi que les techniques, et la façon dont elles ont créé des espaces de travail. Nous approfondirons aussi le cas des marchés solidaires aux Pays-Bas et ce qui furent les éléments clé de l'articulation des réseaux dans l'instrumentalisation de la solidarité dans le Chili de la dictature. En dernier lieu, nous montrerons l'effet de ces créations nommées "arpilleras" sur les dynamiques de "économie solidaire" émergente, depuis les mécanismes de travail, les échanges et la commercialisation dont elles ont fait partie, jusqu'aux contenus qu'elles ont exposés.

Nous présenterons ensuite une analyse des "arpilleras" de la série enregistrée aux Pays-Bas durant l'exil (1979-1982) par Augusto et María Inés Michaud, ensemble réalisé de manière collective, à partir de groupes de discussion. Finalement, des conclusions y seront apportées.

Les "arpilleras" ont été les manifestes brodés par les femmes du peuple, et ces travaux d'aiguille dialoguèrent d'une certaine manière avec les œuvres d'auteurs comme Razeto, penseur chilien qui a inauguré l'usage du concept "d'économie solidaire". Ces œuvres, en tant que "journaux sur toile" permirent aux artistes de représenter et de remettre en question le contexte politique et économique de l'époque.

Méthodologie

Pour aborder le thème, nous allons présenter deux exercices méthodologiques. Le premier, consiste à identifier de quelle façon "l'économie solidaire", en tant que secteur ou proposition économique, peut être pensé comme acteur provenant des réseaux générés à partir des "arpilleras". Le deuxième exercice, consiste à considérer ces ouvrages comme des objets transmettant des informations ; pour cela, on identifie les éléments qui aujourd'hui peuvent "se lire", depuis l'analyse multimodale, ainsi qu'à partir de l'analyse des discussions collectives; ces lectures interprétatives (nous) permettant de présenter et d'élaborer une reconstruction du contexte et des éléments caractéristiques de l'économie solidaire.

Première partie :

- Il s'agit d'une discussion théorique permettant d'appuyer la thèse de l'apport de l'expérience collective des "arpilleras" dans l'apparition du concept "d'économie solidaire", ainsi que les particularités de cette expérience qui peut apporter des éléments aidant à redonner une signification au concept et à ses dimensions relationnelles, associées avec les objectifs, et aussi avec l'identification spécifique de ses actrices/acteurs significatifs.
- Cette discussion théorique a été enrichie d'entretiens aux actrices/acteurs qui ont participé à ce processus, aussi bien aux Pays-Bas (deux entretiens) qu'au Chili, à partir de conversations avec les brodeuses d'autrefois/ : Victoria Díaz, Laura Herrera, Hilda Mardones, Emilia Vásquez (quatre entretiens). A cela s'ajoute les témoignages de Winnie Lira – coordinatrice au Chili du réseau des brodeuses de la "Vicaría de la Solidarité"¹ – et de Luis Razeto – philosophe et chercheur dans le domaine de l'économie, auteur reconnu du concept "d'économie solidaire" dans le contexte académique.

Pour la seconde analyse :

- Les travaux ont porté sur une sélection de diapositives de 63 ouvrages de broderies qui sont arrivés aux Pays-Bas (entre 1979 et 1982) et qu'Augusto Michaud a photographiés à cette même époque. Ces « arpilleras » furent ensuite employées pour des activités de solidarité avec le Chili ; par conséquent, il ne reste d'elles que ce registre de diapositives.
- Cette série a été organisée par thème dans un dossier au format *power point* , à partir duquel se sont réalisés quatre groupes de discussion auxquels la série complète a été présentée. Ces groupes étaient : 1) des assemblées politiques, 2) des participants à des organisations d'économie populaire ainsi que des académicien-ienn-e-s lié-e-s à l'économie solidaire, 3) des femmes intégrant les ateliers communautaires, 4) des étudiants universitaires de la filière de Sociologie. Dans ce contexte, les personnes présentes ont été invitées à converser à propos de ce qu'elles avaient observé dans ces clichés photographiques, au cours d'un exercice de signification collective, où les diapositives furent "lues" comme si c'était un journal de cette époque-là.

« Pour cet exercice, le concept d'« Investigation basée sur l'Art » a été utilisé comme référence. Cette proposition est apparue dans les années 80, à partir de la méfiance qui s'était installée à cette période-là dans le monde des sciences sociales et politiques, des études cognitives et dans celui de la linguistique, quant à la subjectivité et à la neutralité du langage. C'est alors qu'est née, à partir de ce qu'on a appelé le "virage" narratif dans la recherche en sciences sociales, "*the Art-Based Research*", "*la Recherche Basée sur les Arts*" qui propose, essentiellement dans le milieu des sciences sociales, la possibilité d'utiliser des méthodes et/ou des procédés créatifs et artistiques pour aller vers la connaissance, où le chercheur et/ou les participants à l'investigation ne sont pas seulement des observateurs ou des sujets externes mais aussi des "acteurs" dont le propre vécu, la créativité et le regard personnel ont pu apporter de nouvelles perspectives et assister à la création de connaissances, comme par exemple, la création de nouveaux espaces de recherche" (Piccini, 2012, pag. 3).

Dans ce cas, la méthode considère le lien qui unit les brodeuses avec les objets créés par elles ou d'autres, pour amener à la discussion et à l'interprétation. Il s'agit aussi d'un dialogue avec les études de critique culturelle de cette décennie et de celle qui suit, et avec l'inclusion de la perspective des femmes (Richard, 1989) depuis un art représentatif aéro-postal-témoin et trans-temporel, comme

¹ Il correspondrait à le terme "Presbytère de la Solidarité »

pourraient l'être considérées les broderies et leurs brodeuses au moment des rencontres et des lectures collectives ainsi que ceux qui ont assisté aux scènes représentées depuis les organisations de l'économie populaire.

Dans cet article ont été inclus des extraits de récits qui sont apparus dans les groupes de discussion afin d'enrichir ces analyses et qui seront ensuite comparés en complétant les séries et à partir de la méthode de saturation des informations, décrite par Demazière et Dubar (1997).

Première Partie

Le contexte :

“Arpillera” : toile bon marché, qui sert à recouvrir des choses ou à confectionner des sacs. (...). Ce tissu s’est transformé dans les mains de Doña Rosa et de celles qui lui emboîtèrent le pas.... La “Arpillera” a gagné ses lettres de noblesse et est aujourd’hui considérée œuvre d’art, sans que Doña Rosa ne le sache. Il faut dire que Doña Rosa a besoin de manger et de donner à manger à ses enfants. Pour elle, la broderie ne représente ni plus ni moins qu’une entrée d’argent. (Mensaje, 1976, pag. 117)

Les “arpilleras”, comme *journal en toile*², sont nées durant les premières années de dictature, dans un premier temps sous la protection du Comité de Coopération pour la Paix, le *Comité Pro Paz*, qui a existé jusqu’à 1975, moment de la création de la « Vicaría de la Solidarité ».

Ces travaux d’aiguilles étaient réalisés dans des ateliers regroupant des femmes au chômage, auxquelles se sont jointes par la suite, des familles de prisonniers politiques et de détenus disparus, qui ont aussi intégrés des ateliers de travail. Ceux-ci firent partie des “organisations d’économie populaire”³, mais ils ont débordé de l’espace d’exécution économique pour la survie en rendant possible une zone de représentation et de diffusion pour la solidarité qui a formé un réseau de collaboration entre le Chili en dictature et le Chili en exil.

La représentation des aspects de la vie à travers les “arpilleras” s’inspire, entre autres choses, de l’œuvre textile de Violeta Parra. Il s’agissait de toiles de grand format brodées avec de la laine. Dans la localité d’Isla Negra, un groupe de femmes s’est par la suite organisé et, récupérant le legs de Violeta Parra, a commencé à broder des scènes de la vie quotidienne sur des toiles rustiques de format plus petit. La technique utilisée dans les premiers ateliers des temps de la dictature, cherchait à répliquer celle des brodeuses d’Isla Negra; cependant, en raison du coût de la laine, elles ont commencé à utiliser des morceaux de tissu recyclé :

Les broderies d’Isla Negra était une idée de base, explique l’artiste. Face à la difficulté d’utiliser de la laine en grandes quantités, elles se mirent à chercher d’autres moyens. C’est ainsi qu’elles pensèrent au tissu. Nous n’utilisons que des restes (Mensaje, 1976).

Ces “restes” de toile provenaient de dons de vêtements que les gens “riches” faisaient aux “pauvres” à travers l’Eglise Catholique. Les femmes des ateliers découvrirent qu’elles pouvaient utiliser des morceaux de ces habits pour confectionner leurs travaux d’aiguilles (entretien avec Winnie Lira, 2017).

² Nom qui leur a été donné à partir d’une exposition de la collection remise par Isabel Margarita Morel au Musée de la Mémoire et des Droits Humains en 2009.

³ (...) La formation des Organisations de l’Economie Populaire a répondu au besoin de générer des initiatives et des expériences adaptées aux conditions économiques et politiques nouvelles qui se sont mises en place dans le pays pour la survie (Razeto 1990, pages 84 et 85).

Les scènes brodées sur les “arpilleras” représentaient ce qui se passait alors au Chili et toujours en lien avec les expériences personnelles des exécutantes. Chaque semaine, les groupes décidaient du choix d’un nouveau thème, avec la participation des brodeuses et des responsables du Presbytère. Le pouvoir d’expression de la thématique choisie était un critère de qualité pour le groupe. Afin de s’assurer que la représentation en toile réponde bien à ce critère, des sous-groupes de contrôle de qualité furent créés à l’intérieur des ateliers (Adams, 2012; Mensaje, 1976).

Chaque atelier regroupait un ensemble de 20 travailleuses manuelles, et chacune d’elles assumait la responsabilité de créer une toile par semaine. Si l’une d’elles se trouvait dans le besoin, elle avait la possibilité d’en faire une de plus, avec l’accord préalable du groupe. Durant la période de ces créations, mille à deux mille femmes y participèrent avec un doublé objectif : générer des revenus mais aussi servir à dénoncer la situation sociale et politique qui se vivait dans le pays (Adams, 2012).

Une “arpillera” se transforme en maintes choses : nourriture, inscriptions scolaires, soins médicaux, médicaments mais aussi moyen de paiement/bénéfices pour obtenir les choses les plus simples (...). La “arpillera” m’a permis de sortir du monde dans lequel je vivais... j’étais alors très secouée (récit d’une brodeuse, Mensaje, 1976).

La vente, la perception et redistribution des salaires se réalisaient au sein des groupes. Dans certains cas, on payait à la pièce, dans d’autres, les fonds obtenus étaient réunis puis redistribués entre toutes (récit provenant d’entretiens, 2018). Les ateliers et espaces de vente étaient administrés par le « Vicaría de la Solidarité » et furent mis en place à la fois au Chili et dans les pays où se trouvaient des organisations chiliennes en exil. En plus de ces toiles, étaient commercialisés les travaux réalisés par les prisonniers politiques maintenus sous les verrous ou dans les camps de détention (Tres Álamos –hommes et femmes–, Ritoque, Puchuncaví) (entretien avec Winnie Lira, 2017, et un exilé).

Le réseau de commercialisation pendant l’exil. Le cas des Pays-Bas.

Depuis le début, l’idée d’un réseau de commercialisation, en plus de chercher à trouver une solution au problème de précarité économique que vivaient les familles victimes de la répression, a aussi voulu faire connaître la réalité de la situation au Chili, en cherchant l’adhésion à la cause depuis l’étranger, que ce soit à partir de l’histoire racontée-représentée par les travailleuses manuelles ou des objets taillés fabriqués par les détenus, rejoignant ainsi les récits des exilé-e-s au sein des activités de solidarité en faveur du Chili. Les “arpilleras” ont servi à générer ce canal d’information, tout en rendant possible l’apparition d’une identité pour ceux qui se trouvaient en exil avec leur famille, sans oublier qu’il s’agissait aussi d’objets d’échange pour réunir des fonds servant à la “cause” chilienne, ce qui a donné naissance au “Marché Solidaire” (entretien avec Winnie Lira, 2017).

Pendant l’exil, la solidarité s’est exprimée de différentes manières. En Hollande, par exemple, une grande partie des travailleurs solidaires s’est structurée autour des partis politiques hors du pays et des comités de solidarité avec le Chili. Ces derniers étaient intégrés par des chiliens et des néerlandais. Un cas particulier fut celui du réseau créé par le couple María Ines Maturana et Augusto Michaud Chacón Alvear. *Il a “travaillé” à la « Vicaría » depuis sa fondation jusqu’en juillet 1977, mois où il dut quitter le Chili avec sa famille. Exilé au Pays-Bas, il a maintenu la relation avec la « Vicaría » et le couple a coordonné l’achat d’“arpilleras” chiliennes et leur vente au cours d’activités de solidarité. Les toiles arrivaient à l’intérieur de valises supposées “oubliées” par des touristes hollandais en visite au Chili. Par la suite, elles arrivèrent dans des paquets*” (entretien avec D. Michaud).

Comme cela a déjà été signalé, le réseau s'organisait clandestinement au Chili mais aussi en exil ; Aux Pays-Bas cependant, il a pu être officialisé par la suite. Au Chili, par contre, il a continué de manière informelle, dans les ateliers, bénéficiant seulement du soutien de la « Vicaría de la Solidarité », qui jouait un rôle de coordinateur.

A une occasion, le service des Impôts nationaux de Hollande a cherché à savoir de quelle marchandise il s'agissait. Une fois l'explication acceptée, l'association sans but lucratif "Stichting Vicariaat van de Solidariteit" a été créée, ce qui a permis de continuer à recevoir ces ouvrages et à en envoyer l'argent au Chili, sans avoir à payer d'impôts en Hollande. En plus de ces toiles, arrivèrent des travaux effectués dans les prisons comme des colombes fabriquées en os ou en laine, des marque-pages, des poupées de laine (« Negro José ») etc... (entretien avec D.Michaud).

A ce témoignage, s'ajoute celui d'un autre coordinateur et de sa femme, qui vivent actuellement aux Pays-Bas. Ils commentent que *"le premier envoi d'"arpilleras" a été géré grâce à un curé ouvrier marié, Bernardo Velin, qui venait d'arriver du Chili. Travaillant avec la « Vicaría », il faisait partie d'un groupe de curés progressistes..."* (entretien avec un ancien coordinateur, en Hollande). Cet échange fut rendu possible grâce à la « Vicaría de la Solidarité », à partir des prêtres et des religieuses qui se sentaient identifiés avec la Théorie de la Libération, connus aussi sous le nom de "curés ouvriers", et de l'action du cardinal Raúl Sliva Henríquez, aussi appelé le "curé du peuple".

Il nous montrait les "arpilleras" qu'il possédait, ses frères de religion les lui envoyait... Dans le petit sac qui contenait le tissu brodé représentant une petite fille, se trouvait aussi un morceau de papier qui disait : "mon père est en prison et nous avons faim..." J'étais littéralement sous le choc, je n'arrêtais pas de me prendre la tête (entretien avec un ancien coordinateur, en Hollande).

Outre le message symbolique transmis par les "arpilleras", celles-ci contiennent aussi de petits textes ; Certains en expliquaient le contenu et racontaient une dénonciation dans le détail, ou bien il s'agissait de dénonciations d'ordre général.

Et je lui ai demandé d'où venaient ces petites choses. Il m'a répondu qu'elles étaient faites dans le quartier pauvre de Santa Adriana, à Santiago... mais aussi dans celui de La Legua, et dans bien d'autres.... (entretien avec un ancien coordinateur, en Hollande).

Les ateliers étaient dispersés à l'intérieur de Santiago, dans différents quartiers pauvres, identifiés sous le nom de zone nord, sud, est, ouest, en relation avec les paroisses se trouvant dans ces différents secteurs.

Pendant l'exil, la coordination a été associée à l'engagement dans la lutte contre la dictature, alimentée aussi par les nouvelles qui arrivaient à travers les différents vecteurs de dénonciation.

C'est à partir de l'histoire du curé et du petit message que je me suis rendu compte que nous avions à agir solidairement à niveau global parce qu'on peut se réunir avec des gens, faire des manifestations, mais il n'y avait rien de visible à part ça... (entretien avec un ancien coordinateur, en Hollande).

Durant l'exil, la coordination a commencé à s'articuler de manière organique, sans structure centralisée au départ, du fait qu'elle dépendait beaucoup du travail volontaire de ses gestionnaires et que c'était un mécanisme prolongeant la lutte contre la dictature.

Alors, nous autres allions parler pour raconter le Chili dans les églises, dans les comités de quartier, dans les écoles et les partis politiques et en retour, ils voulaient nous donner de l'argent.

Ils nous demandaient de combien nous avions besoin, et nous répondions que de rien... Alors une femme nous a dit un jour : "Bon, comme vous ne voulez pas recevoir d'argent, parce que naturellement ce serait de la corruption, alors on peut mettre un "pot"⁴ sur la table où se trouve la documentation sur la solidarité avec le Chili...". Mais pour moi, ça me paraissait un peu "gonflé". (entretien avec un ancien coordinateur, en Hollande).

C'est à partir de la connaissance des nécessités éprouvées par les prisonniers politiques et ainsi que de la volonté de ceux qui voulaient appuyer le Chili depuis l'étranger, que ce réseau a commencé à se tisser.

Alors, je l'ai commenté à Ben Velin, qui, comme les religieuses hollandaises du Presbytère, avait accès au matériel que faisaient les prisonniers politiques au Chili. A notre deuxième rencontre, il m'a donné un sac d'objets arrivés du Chili pour être vendus : il y avait des "arpilleras", entre autres choses... (entretien avec un ancien coordinateur, en Hollande).

Multiplés étaient les activités durant lesquelles ces objets étaient présentés : commémorations, kermesses solidaires, messes, présentations dans les écoles, comités de quartier, tout lieu où il était possible de les diffuser et de récolter des fonds.

Il y avait au moins deux mécanismes de coordination pour la vente et l'envoi d'argent au Chili : le premier, instauré en tant que redistribution directe à la vente des "arpilleras" à travers les contacts de la « Vicaría » en Hollande, et le second à travers le système d' "adoptions" :

« L'organisation de l'exil réplique un type de structure qui inclut les fameuses "cellules", s'inspirant du concept qui s'appliquait au sein des partis politiques de gauche, cet organe se chargeant ici de réunir l'argent et de le faire parvenir au Chili : "L'argent était envoyé par mandat postal, et dans d'autres cas, à travers les adoptions. Par exemple, ici, à Eindhoven, une énorme quantité de cellules ont été créées par des personnes solidaires avec le Chili, mais n'affichait pas sous le nom de cellules, bien sûr, ce terme provenant d'un concept politique trop dangereux pour apparaître au grand jour : ce sont des groupes ecclésiastiques qui les ont créées" (entretien avec un ancien coordinateur, en Hollande).

Chacune des cellules s'est organisée sur le modèle de ce qui se faisait au Chili, dans les ateliers de broderies qui se trouvaient protégés par l'église. *"A Eindhoven, il y avait 5 cellules, une pour chaque territoire ecclésiastique ; chaque cellule se composait de 5 personnes plus une qui informait de la ligne à suivre à ce moment-là, selon ce qui était en train de se passer au Chili..." (entretien avec un ancien coordinateur, en Hollande).*

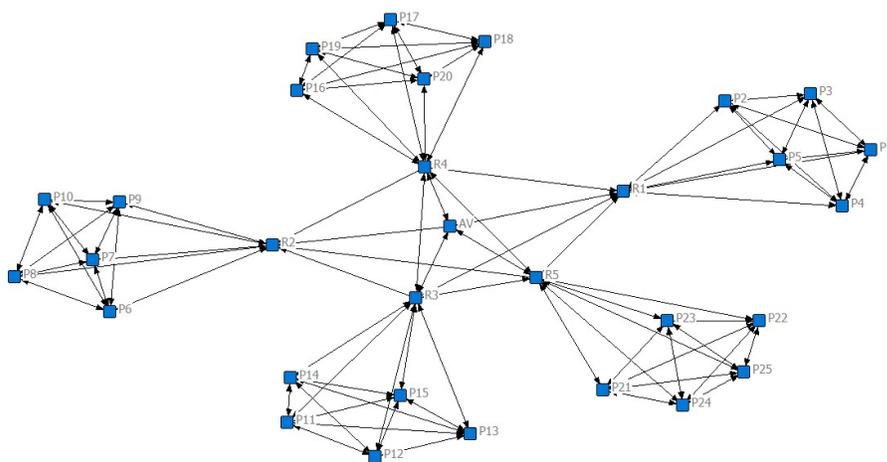
Par l'intermédiaire des cellules, des soutiens économiques étaient envoyés aux familles des prisonniers politiques. *"Chacun des 5 membres de la cellule, avait pour rôle de contacter à son tour un des membres de la famille d'un prisonnier politique au Chili" et de réunir les fonds pour assurer le soutien d'un groupe familial. "Par conséquent, José González était "adopté" par José Lopez, membre de la cellule qui lui envoyait une carte au nom d'un monsieur hollandais (qui existait) et qui achetait des chèques en dollars au nom de José González ou au nom de sa femme et au nom des autres membres du groupe. Cette carte contenait le chèque en son intérieur et les réponses qu'elle motivait retournaient au monsieur hollandais pour ensuite revenir à la cellule où elles étaient lues..." (entretien avec un ancien coordinateur, en Hollande). Le réseau fonctionnait grâce à l'appui*

⁴ En néerlandais "potje" signifie "pot".

solidaire des hollandais-ses, qui collaboraient à l'organisation des activités ainsi qu'à l'envoi des chèques.

Par l'intermédiaire des cellules, l'organisation articulait un réseau qui permettait de faire parvenir cet appui à un groupe important de familles. "A cinq cellules des Pays-Bas/ici en correspondait 5 autres au Chili/là-bas... C'était un réseau de travail gigantesque, parce que tu devais lire jour et nuit... Tous les matériaux des prisonniers politiques envoyés par la « Vicaría de la Solidarité » ainsi que les dons, étaient centralisés à partir des cellules. (entretien avec un ancien coordinateur, en Hollande).

Réseau Organisé à l'intérieur du système d'"Adoptions" à Eindhoven



Sources : élaboration propre, à partir du récit d'un ancien coordinateur, en Hollande).

La coordination du réseau demande un grand travail de volontariat ; les personnes qui y collaboraient le faisaient d'une manière à maintenir les liens avec leur travail politique d'avant l'exil, et comme un exercice de réciprocité. "... au Chili, nous avons reçu deux chèques, alors ensuite ce fut très agréable de pouvoir rendre la pareille..."

Au Chili, une des brodeuses a commenté avoir reçu un de ces chèques : elle l'a retourné à l'expéditeur, accompagné d'une lettre qui expliquait eu que ce n'était pas son mari qui était détenu, sinon son père ; par conséquent, elle a dit qu'ils pouvaient travailler et qu'ils n'avaient pas besoin de cet apport. Cependant, quelques temps plus tard, elle a reçu en retour de courrier, une lettre avec un chèque, correspondant à une « moitié de bourse » pour son honnêteté ; ce qui, comme elle l'a signalé, lui a beaucoup servi du fait que son mari est devenu chômeur.

Cet exercice montre comment une « institutionnalité⁵ » a vu le jour grâce à la solidarité durant l'exil, rendant ainsi possible le fonctionnement des organisations de l'économie populaire. Cette même « institutionnalité » sera aussi présente dans les manifestations de l'"économie solidaire". La dynamique a été maintenue, elle est devenue plus complexe et s'est lentement officialisée jusqu'à

⁵ On parle d'« institutionnalité » puisque l'on considère une organisation de personnes, des codes d'échanges, un système de normes et de liens, des valeurs et des objectifs en commun. Malgré l'informalité des premiers temps, tous ces éléments se génèrent à partir des accords et de l'usage.

la chute de la dictature : “*Nous avons continué à vendre des “arpilleras” jusqu’à la fin du Comité Chile en 1889*). Par la suite, l’expérience a donné naissance à différents programmes publics ainsi qu’à des fondations qui ont continué leur travail au Chili, mais sous un tout autre langage : d’ “expériences collectives”, elles sont devenues “collectifs de micro-entreprises” (cette transition ne sera pas abordée dans cet article).

Naissance de l’économie solidaire

Les organisations d’économie populaire avaient déjà une longue histoire, dont on peut trouver des textes racontant la formation des campements issus du phénomène d’exode rural, l’apparition d’organisations communautaires durant les prises de terrains puis la mise en place de l’approvisionnement, tous ces processus qui avaient été soutenus et institutionnalisés⁶ par Salvador Allende durant le gouvernement de l’Unité Populaire. Ces organisations serviront de fondements aux expériences qui apparaîtront ensuite sous la période de la dictature. A cela s’ajoutent celles des paysan-ne-s dans les organisations de l’économie campagnarde, le syndicalisme et les différents témoignages de participation politique.

Au Chili, en 1973, il existait un réseau significatif d’organisations qui ont permis que Salvador Allende soit élu président et cette collaboration s’était intensifiée avec l’appui de l’Etat. Tout ce mouvement populaire et solidaire a été violemment interrompu par le coup d’état du 11 septembre 1973. L’appui de l’Etat n’existait plus et même pire : toutes les organisations furent démantelées, leurs dirigeants détenus et dans de nombreux cas, ils disparurent. C’est dans ce contexte que les femmes qui restèrent seules ont commencé à s’organiser avec le soutien du secteur progressiste de l’Eglise Catholique comme nous l’avons mentionné auparavant, depuis le Comité Pro-Paz.

Simultanément à l’apparition des pratiques décrites dans les ateliers de brodeuses d’ “arpilleras” et les réseaux de solidarité avec l’étranger, parmi tant d’autres, il existait aussi des espaces de réflexion collective. À l’un d’eux, participaient des groupes d’académicien-ne-s de ce qu’on appela alors le Programme d’Economie du Travail (PET), collaborateurs-trices de la « Vicaría » et des associations de victimes et des habitant-e-s sur les dynamiques économiques locales naissantes. C’est dans les dialogues de quartiers où se côtoyaient les gens du peuple et les académicien-ne-s qu’apparaît la connexion entre l’économie et la solidarité.

C’est au cours d’une réunion avec les habitants du quartier, qu’une des femmes s’est mise debout et a lancée : Nous sommes solidaires et économes !” (Richards, 2017).

Comme le signale Richards, c’est dans ce contexte que le chercheur Luis Razeto a écouté cette affirmation qu’il a ensuite utilisée et développée. Elle est d’abord apparue comme “économie de la solidarité” aux débuts des années 1980, et à partir de là, a commencé la théorisation qui donnerait naissance au concept d’ “économie solidaire”, qui fut par la suite renforcé à travers d’autres investigations toujours menées par Razeto et ses collègues du Programme appelé d’Economie du Travail (PET), comme Hardy, Urmeneta, Klenner, Ramírez et Ruiz Tagle.

Le texte qui aborde ce concept de manière détaillée se nomme “*Economie de solidarité et marché démocratique. Livre premier. L’économie de donations et les secteurs solidaires (1984)*, publié sous le nom de “*Les dons et l’économie de la solidarité*”, où l’auteur identifie que les dynamiques économiques ne sont pas restreintes aux relations d’échange (monétaire et non monétaire), sinon qu’il existe aussi d’autres mécanismes pour la satisfaction des nécessités, qui se réalisent à partir

⁶ Des programmes d’appui furent créés, comme par exemple celui de la Junte d’Approvisionnement et de Prix (JAP), qui opérait dans les quartiers pauvres en intégrant les habitants aux réunions.

des dons. Ces dons cherchent à atteindre les objectifs communs du donneur et du bénéficiaire, à travers des "récompenses subjectives".

Les dynamiques, les flux, les sujets et les interactions qui ont lieu à partir des relations créées par les dons, signale Razeto, peuvent être identifiées comme un secteur de l'économie qu'il nomme le "secteur solidaire ou d'économie de la solidarité", qui est "intégré par des sujets, des activités et des flux économiques, qui correspondent aux relations de convivialité, de réciprocité et de dons" (Razeto, 1994, pag. 109). A l'intérieur de ce secteur, on identifie les économies domestiques, les économies de communautés, les économies de campagne, ainsi que celles de groupes ethniques et l'économie populaire de subsistance.

Notre hypothèse considère dans ce cadre l'inclusion du cas des "arpilleras" et du réseau qui s'est articulé tout autour, sorte de paradigme permettant de comprendre et de représenter la proposition de l'économie solidaire. Au-delà du fait qu'elles ont été générées en tant qu'ateliers qui peuvent être considérés comme appartenant à l'économie populaire, les motifs brodés et le sens que l'exercice du travail a pris ont marqué une différence du fait que l'objectif central était associé à la dénonciation de la violation des droits humains et à la recherche de la solidarité, considérant qu'à l'intérieur des droits humains se trouvait aussi le droit au travail et à la vie digne. De plus, le réseau réalisable à l'étranger rend compte qu'il s'agissait d'un mécanisme pour rassembler des fonds, en plus d'autres échanges économiques dans lesquels, outre l'existence d'un prix à payer, l'objectif de solidarité a toujours été présent.

Ce même concept d'"économie solidaire" a pris une ampleur internationale au cours de la décade suivante (Laville, Coraggio y Cattani, 2013) à travers les chercheurs latino-américains Luis Coraggio (en Argentine), Paul Singer et Armando de Melo (au Brésil) et Francisco de Paula Jaramillo (en Colombie). Il s'est étendu jusqu'en Europe, en France où Jean-Louis Laville l'a incorporé dans les débats sur l'économie sociale ; il a été reconnu par Gide à partir de 1847, bénéficiant des apports du coopérativisme et du mutualisme.

Différence entre économie sociale et économie solidaire présentée par Guerra (2003) :

D'après Lipietz, il est certain que l'« économie solidaire » se situe dans un contexte plus politique que la simple "économie sociale" (Wautier, 2003, p. 110). "Alors que l'économie sociale répond à la question du 'Comment faire ?' (status et réglementations de fonctionnement), ce qui définit l'économie solidaire serait plutôt 'Au nom de quoi ? (valeurs, sens de l'action, critères de gestion) » (Guerra, 2003, p. 99).

Cette investigation fournit des éléments qui vont dans le sens de l'hypothèse de Guerra, et tout particulièrement en ce qui concerne la dimension politique d'où provient l'économie solidaire, souvent invisible à niveau global.

Il serait bon de souligner un autre élément significatif représenté par l'exercice pratique du questionnement du rôle des genres à l'intérieur de l'économie solidaire. Si ce point a déjà été signalé dès le début et défini par Razeto à partir de l'inclusion de l'économie domestique, il n'est pas remis en question par l'auteur du fait même que le réduire à l'économie domestique pourrait être considéré comme un préjugé sexiste. Il est cependant possible de lire cette dimension au niveau des représentations que proposent les "arpilleras" ainsi qu'au niveau de la structure et des niveaux de participation des femmes à l'intérieur des organisations de l'économie populaire. Il s'agit d'une thématique significative puisque, au sein des réseaux même d'économie sociale et solidaire, il existe

cette ligne de recherche qui a été dirigée par les travaux réalisés au Canada (Corbeil, Francine Descarries et Elsa Galerand, 2001), en Espagne et en Equateur (Atienza, 2017), et en France (Nobre, 2015; Guérin, 2003; Guérin, Hersent y Fraisse, 2011). Ces auteures y signalent que la connexion entre l'économie sociale et solidaire et l'économie féministe est un sujet récent (Verschuur, Guérin y Hillenkamp, 2017), mais de grande valeur pour comprendre la proposition alternative que réalise, dans ce cas, l'économie solidaire.

Dans le Chili du temps de la dictature, le concept de la solidarité apparaît comme une action politique par la voix des femmes du peuple, comme un "engagement avec le peuple" (Quintanilla, s/f, 1988 aprox., p. 53, 58, 109) qui établit un lien avec les organisations d'économie populaire. C'est à travers ces dernières que les femmes intègrent le travail communautaire qui est aussi rémunéré. Cela a lieu en raison des particularités de cette époque-là : la crise économique qui avait laissé leur mari au chômage et/ou déprimé, les emprisonnements ou disparitions de leur conjoint, de leurs parents, enfants ou autres membres de la famille, tous ceux qui jusqu'alors en étaient les pourvoyeurs économiques. Les femmes, par conséquent, passent du rôle de simples "maîtresses de maison" à celui de soutien économique des foyers, et aussi à celui de dirigeantes sociales, coordinatrices des organisations de l'économie populaire.

Dans ces organisations, les femmes ont mis en place des mécanismes d'organisation et des types de gouvernance horizontale, à partir desquelles elles ont géré et administré de maigres ressources pour pouvoir alimenter et donner un peu de réconfort à leurs familles et communauté. Elles ont été les coordinatrices locales de l'économie de solidarité.

Nous autres, les femmes, avons participé depuis leur création, à la mise en place et à la croissance des organisations populaires que, par besoin de survie ou pour notre propre dignité, nous avons portées durant toutes ces années de dictature. Nous y avons assumé un rôle actif et essentiel. Malgré la présence de la culture machiste qui est en nous et qui joue contre nous. (Quintanilla, s/f, p. 33).

Il est intéressant de se pencher sur cette situation originale pour approfondir les significations du concept d'économie solidaire contenues dans les différentes définitions théoriques, ainsi que les représentations dans leur contexte, ce qui permettra de faire une analyse de cette série d'"arpilleras".

Seconde Partie

Dans le travail qui va être ci-dessous présenté, nous aborderons une discussion sur, les dynamiques collectives et les problématiques que représentent les tisseuses d'"arpilleras". A partir de cette série d'œuvres, nous chercherons à reconstruire collectivement le sens de notre proposition, le contexte, les organisations et les acteur-trice-s représenté-e-s qui furent à l'origine de ce qu'on appelle l'"économie solidaire".

Partie 2

Economie solidaire et sa représentation à travers les "arpilleras"

Comme nous l'avons signalé antérieurement, l'"économie solidaire", en tant que concept et identification d'un "secteur", a pris naissance au sein des organisations de l'économie populaire, à partir des discussions entre les hommes et femmes du peuple et les technicien-ne-s professionnel-le-s adhérant à la cause qui luttait contre la dictature, y qui étaient avant tout résolus à s'organiser pour la survie/résistance, "à la marge de l'Etat et du Marché" (entretien avec L. Razeto, 2018). Dans ce contexte est apparu le concept, qui sera par la suite globalisé et enrichi à partir des réalités et des pratiques locales où il est appliqué, et permettra aussi de lire des expériences antérieures.

Cependant, réviser le contenu significatif de l' "économie solidaire" n'est un exercice pertinent que s'il est né à partir des espaces dans lesquelles participaient majoritairement les femmes : elles ont trouvé les manières de la représenter, comme nous pouvons le lire ici dans la série de toiles que nous présenterons⁷.

En outre, nous pouvons signaler que le langage des "arpilleras" est le langage authentique des femmes du peuple, lieu d'où il prend le plus de signification. La représentation des toiles est un phénomène thématique et symbolique ; dans certains cas, la figurine est aussi accompagnée de textes explicatifs et dans d'autres seulement par l'image. De plus, la représentation à travers l'image subissait incontestablement des niveaux d'auto-censure :

"Au cours de la création des « arpilleras » sont apparues des limitations quant au sujet à représenter. Une des tisseuses raconté être tombée sur un camion dans lequel se trouvaient des cadavres et ne pas avoir pu représenter cette scène sur la toile. » (Adams, 2012, pag 63.)

Comme cela a été auparavant indiqué, nous avons réalisé deux types d'analyse : une application multimodale à partir des concepts identifiés dans les "arpilleras" ainsi qu'une analyse collective, par groupes de discussion sur la série des "arpilleras". Par conséquent, elles apparaîtront depuis la description jusqu'aux mémoires qui évoquent les images présentées. Pour l'exposition de ces analyses, nous avons réutilisé la structure suivante, provenant de la systématisation thématique de la série :

Naissance de l' "Economie Solidaire"	
I.- Contexte	Participation des femmes
	Pauvreté et accès à l'éducation
	Manque d'assistance médicale
	Carence en aliments et en eau
	Mendicité
	Travaux d'enfants
	Pensions
	Chômage
II.- Organisations de l'Economie populaire	Soupe populaire
	Salles à manger communes
	Campements solidaires
III.- Dénonciations de répression et d'action politique	Détentions
	Camps de concentrations
	Disparus
	Absence de justice
IV.- Auto-représentation et réseaux	Auto-représentation dans les ateliers d' "arpilleras"
	Présentation des ateliers et connexion avec l'exil
	Appel à s'organiser

I.- Le contexte

1.- Image 1.1: La participation des femmes

⁷ Nous présenterons d'abord les images des "arpilleras" suivies des analyses collectives réalisées.

Les premiers ateliers d'“arpilleras”, comme nous l'avons signalé, ont été créés par des femmes désireuses d'obtenir des revenus afin de subsister dans une période où l'emprisonnement de leur conjoint et/ou des chefs de familles traditionnels impliquait la perte de l'apport pour la famille. Cette situation s'est vue aggravée par le chômage, produit de la nouvelle politique économique imposée par la dictature militaire, et même par la dépression dont ont souffert beaucoup d'hommes face à la perte de leur travail et/ou de la répression. Cette situation de précarité économique a continué jusqu'à la fin de la dictature militaire.



Source : Archives photographiques - A. Michaud Chacón

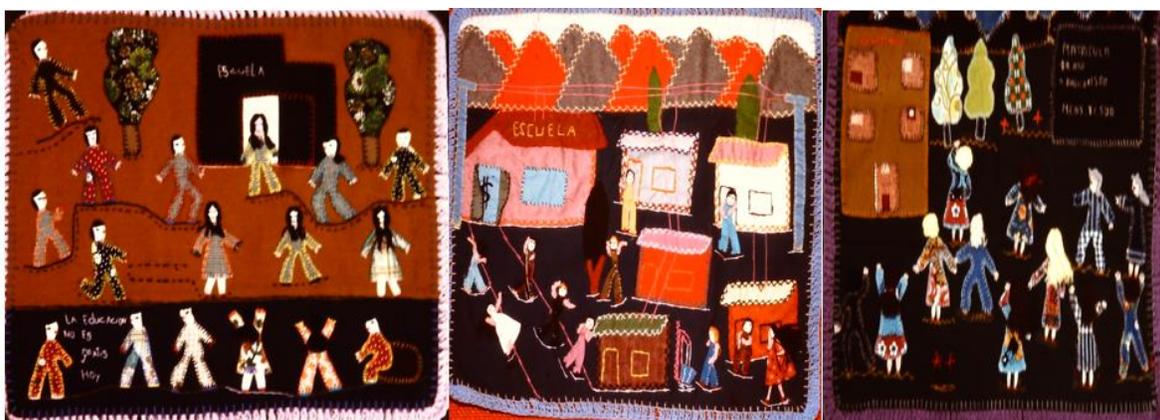
Cette situation apparaît dans les toiles, comme un problème communautaire face à des situations de carence en argent, aliments, éducation, aide publique, travail et protection social. Devant cette réalité, les femmes se sont organisées en structures d'économie populaire. Nous pouvons observer représentés, entre autres : des ateliers de travail, des soupes populaires, des agences pour l'emploi et des salles à manger communes. A la mise en place d'actions collectives par les femmes pour assurer les aliments à leur famille, s'ajoutaient leur volonté de dénoncer le non-respect des droits qui se vivait au Chili. Dans l'image 1, nous pouvons observer une citation des articles XIII et XXV de la Déclaration Universelle des Droits Humains.

Dans ces organisations, en plus de la participation des femmes du peuple, des femmes de différentes origines sociales ont embrassé la cause. L'intégration de toutes s'est faite de manière horizontale :

Mon mari était d'extrême droite... Moi, je restais en silence, je ne racontais rien... Dans les soupes populaires, on riait beaucoup, les femmes riaient de leur pauvreté, ce n'était pas de la misère mais de la pauvreté car il y avait de la dignité... Elles allaient se baigner à Lo Curro, dans le Mapocho et disaient que même les employées de maison les regardaient d'un sale œil... Les femmes étaient super solidaires, avec toi aussi, au début, elles te mettaient à l'épreuve.... mais tu étais une de plus... (récit d'une participante à l'OEP et à l'Economie Solidaire)

Les espaces de collaboration étaient présents dans les organisations économiques populaires et en ce qui concerne la lutte contre la dictature, chaque fois que la répression était vécue par les femmes, indépendamment de leur classe sociale. Une fois intégrées dans ces espaces, “elles réalisaient que leurs problèmes, en tant que femmes, n'était guère différents de ceux des autres” (récit d'une participante à l'OEP)

2. - Image 2.1: “Arpilleras” sur la pauvreté et l'accès à l'éducation (arpilleras a, b, c)



Sources : Archives photographiques - A. Michaud Chacón

L'accès à l'éducation a été un des changements immédiats après le coup d'état militaire. La politique de l'Unité Populaire, dont l'orientation était d'encourager l'accès à l'éducation à tous les niveaux, n'a plus été appliquée après le 11 septembre 1973. Les trois "arpilleras" qui abordent ce sujet représentent l'éducation à partir d'un bâtiment avec une porte, dont l'inaccessibilité est illustrée de trois manières différentes. L'"arpillera" (a) rappelle l'accès à l'éducation sous le gouvernement de l'Unité Populaire, spécifiant que "maintenant, l'éducation n'est plus gratuite". Dans la deuxième toile (b), le symbole monétaire bloque l'entrée de l'école, sans plus d'explications. L'"arpillera" (c) aborde la même réalité, mais à cette occasion, il est spécifié le prix de l'inscription et des mensualités. Les images révèlent par ailleurs le problème provoqué par l'inaccessibilité à l'éducation, au savoir, par le vagabondage des enfants dans les rues. Dans les trois toiles, les filles et garçons sont représentés dans la rue, parfois tapant le sol du pied, parfois levant les mains ou brandissant le point en signe de protestation.

II.- Manifestations d'organisations de l'économie populaire

Les présentations suivantes évoquent les types d'expressions de l'économie populaire qui apparaissent dans cette collection, accompagnées par l'appel à l'organisation et à l'unité. Dans les organisations de chômeurs, les ateliers, les soupes populaires, les restaurants solidaires, les travaux collectifs et les campements, nous pouvons identifier à quel point les femmes en sont protagonistes, et dans les espaces de l'organisation populaire, les hommes et les femmes apparaissent en égalité de conditions.

1.- Appel à l'organisation et à l'unité : Image 1.2



Sous le gouvernement de l'Unité Populaire, les organisations de travailleurs ont vécu un essor qui s'est manifesté dans les prises de terrain, les campements solidaires, les comités de quartier, la distribution des aliments, une grande activité syndicale, etc. La solidarité était présente durant cette période, par exemple, à travers les travaux volontaires de soutien que les familles et les membres des organisations réalisaient dans les champs, en aidant à la récolte. L'appel à l'organisation lancé après le coup d'Etat était destiné à maintenir l'état d'esprit qui régnait avant le renversement du gouvernement populaire. Sur la toile, on peut constater de nouveau la présence de l'image de l'Eglise, qui cette fois accompagne cette invocation ; ce qui permet d'exprimer le concept de groupe de base, essentiel aussi dans l'économie solidaire.

2.- Soupes populaires : Image 2.2 ("arpilleras" a y b)



Source : Archives photographiques - A. Michaud Chacón

Ces images représentent le concept de communauté inhérente à l'économie populaire : sur la toile (a) le noyau familial a disparu et dans la (b) nous voyons des chômeurs (en petit format) qui se dirigent vers la soupe populaire où une femme (en grand format) sert à manger. Dans les deux cas, l'activité a lieu dans un espace partagé : la rue. Ce sont les femmes maintenant qui se chargent de veiller à /de l'économie pour la subsistance.

Notre soupe populaire est née de l'engagement envers les chômeurs et leur famille... notre intention était qu'ils aient ainsi le temps et l'énergie pour aller chercher du travail... Par la suite, il y a eu une telle quantité de chômeurs que nous n'y arrivions plus et la soupe populaire s'est transformée en salle à manger commune pour les enfants (récit d'une femme du peuple).

3.- Salles à manger communes : Images 3.2 ("arpilleras" a, b, c)



Source : Archives photographiques - A. Michaud Chacón

Contrairement à la soupe populaire, dans les représentations des salles à manger communes, les femmes cuisinent et ce sont des filles et des garçons qui sont assis autour de la table. Dans l'“apillera” (b), il est spécifié qu'il s'agit bien de “salles à manger pour enfants”. Se profile ainsi le développement de l'économie solidaire destinée aux soins collectifs des petits. Dans quelques représentations, on peut voir un certain professionnalisme qui se dégage de la représentation des adultes en tenue de cuisinier (“arpillera” c). L'approvisionnement est aussi une manifestation de l'économie solidaire, comme le confirment les témoignages de personnes impliquées :

Dans les salles à manger communes arrivait beaucoup d'aide de l'extérieur, il y avait des arrivages de lait provenant de Hollande.... La plupart des activités qui se réalisaient étaient soutenues grâce à l'apport des organisations qui fonctionnaient depuis l'exil (récit d'une ancienne participante à l'OEP).

4.- Travail en équipe : Image 4.2



Source : Archives photographiques - A. Michaud Chacón

Une des sources de revenus provenait du service de lavage de vêtements. Sur la toile, on observe le travail coordonné grâce à la répartition des tâches que réalisaient les femmes. Ceux-ci sont associés à la formation des campements, et le lavage des vêtements est reconnu par les différents groupes de discussion comme étant l'un des métiers des femmes qui arrivaient de la campagne à la ville et qui obtenaient des revenus en “lavant le linge des autres”.

5.- Campement solidaire : Images 5.2 (arpilleras a y b)



Sources : Archives photographiques - A. Michaud Chacón

Ces “arpilleras” montrent que l'économie solidaire va bien au-delà des activités économiques. Il se met en place des communautés sous forme de campements, créant ainsi les circonstances favorables au développement des actions solidaires de tous types. Le témoignage suivant exprime les motifs et les réalisations :

Fatiguées d'aller de village en village, avec une famille sur le dos... Nous avons décidé d'entreprendre la lutte pour le droit au logement et nous avons participé à la prise de terrains la

plus grande jamais réalisée sous la dictature, en 1983, date où nous avons vu renaître l'espoir, sans craindre le tiron : il ne nous faisait pas peur... L'espérance était revenue et des organisations sociales ont vu le jour, la « Vicaría de la Solidarité » apportant le capital qui permettrait de démarrer notre révolution silencieuse... Nous avons récupéré le legs de la Violeta Parra, d'abord comme une distraction, ensuite comme une thérapie, puis comme revenu économique... nous donnions à manger aux nôtres dans la dignité, nous n'étions pas conscientes à ce moment-là que nous étions en train d'écrire l'histoire (témoignage d'une brodeuse, présenté au Musée de la Mémoire, 2018).

III.- Représentation de la répression

Aux brodeuses des premiers ateliers se sont rajoutées les femmes et les familles de détenus et de disparus qui, en plus d'y trouver une thérapie et un moyen de subsistance, y découvrirent aussi un moyen d'expression et de dénonciation de la répression qu'elles vivaient. La collection des "arpilleras" montre ces deux motifs avec les variantes et les caractéristiques qui sont décrites ci-dessous.

1.- Image 1.3: Détentions, parfois dans un contexte de manifestations (arpilleras a, b, c y d)



Source : Archives photographiques - A. Michaud Chacón

Les arrestations à domicile, effectuées par des agents en civil ou en uniformes, fut un type de répression habituelle, comme le montre l'"arpillera" (a). Pour les familles, c'était le début d'une recherche pour retrouver le parent détenu. Les détentions étaient généralement violentes (cfr. Rapports OEA) et dans certains cas, après une invitation à converser hors du foyer d'où l'« invité » ne revenait pas... (témoignage d'un parent de détenu). L'"arpillera" (b) représente la recherche par les membres de la famille qui, dans certains cas, en arrivaient à manifester leur joie en apprenant que leur parent avait été enregistré dans un centre de détention. Cela mettait fin à la captivité et à l'incertitude. De la même manière, il y eut aussi des détentions de femmes (La Correctionnelle, centre de détention féminine).

Le 1^{er} mai, le Jour du Travail s'est transformé en une journée de manifestations contre la dictature. La "arpillera" (d) représente la répression et un espace de refuge, offert par l'Eglise,

vers lequel les manifestants se précipitent. L'image (c) inclut en outre la présence des agents de l'Etat devant les portes du Presbytère.

IV.- Autoreprésentation et réseaux

1.- Images 1.4: Ateliers d' "arpilleras"

Les ateliers se présentent comme un espace de femmes, comme l'alternative à une situation où la source de travail traditionnel ferme les portes aux hommes (arpillera b). L'Eglise Catholique apporte son appui (arpillera a) en ces années où depuis la perspective de la Théologie de la Libération, l'Eglise se manifeste essentiellement dans la « proximité avec son prochain ». La relation entre l'Eglise et les ateliers s'exprime dans la coordination pour la création des bourses du travail, dirigées par des fonctionnaires de la « Vicaría de la Solidarité ». D'autre part, les ateliers se convertissent aussi en centre où l'on partage, échange et arrive à "exprimer nos problèmes". Depuis la perspective de la Théologie de la Libération, les ateliers se transforment en groupes de base dans lesquels l'échange a un caractère éducatif qui suit la perspective de Paulo Freire et sert à apprendre à travers une réflexion sur la réalité qui se vit. Depuis cet apprentissage partagé, les droits humains sont invoqués, comme le droit à un travail, à un salaire juste et à l'organisation des travailleurs, qui sont exprimés dans l'article 23 de la Déclaration Universelle des Droits Humains.

Discussion

Synthèse : le message des « arpilleras » et la naissance de l'économie solidaire

L'économie solidaire comme "secteur économique" qui se déroule à l'extérieur du marché et de l'état, apparaît au Chili au début des années quatre-vingts et il est possible d'en faire la "lecture" à partir de la série d'"arpilleras" datant de la seconde moitié des années 1970, c'est-à-dire, en /la/le considérant comme une réponse née pour lutter contre la dictature. Dans ce contexte, elle apparaît sous la forme d'un système économique de résistance politique en faveur de la vie et contre la misère, d'un système organique qui devient plus complexe et s'auto-organise au cours des années. Ce procédé particulier est une continuation des manifestations des économies de la solidarité, des économies populaires, du syndicat et de l'organisation sociale fortifiée dans les temps de l'Unité Populaire.

D'après ce que l'on observe sur ces toiles, les principaux acteurs institutionnels furent le Comité Pro-Paz, puis la « Vicaría de la Solidarité », et la connexion qu'elle a établie avec le Chili de l'exil pour mettre en place des réseaux de solidarité et pouvoir obtenir des ressources qui ont soutenu les différentes organisations de l'économie populaire, ainsi que les familles des victimes de la répression. Le rôle des organisations de chiliennes en exil a joué un rôle primordial par rapport à l'existence du réseau d'économie solidaire.

Au Chili, le réseau d'économie solidaire s'est progressivement articulé autour des organisations d'économie populaire, qui étaient des organisations auto-gérées, principalement par des femmes et pour garantir la survie et maintenir l'organisation populaire dans les moments où la répression a été la plus dure. Ces organisations avaient des objectifs politiques et économiques et se caractérisaient par leurs organes communautaires et horizontaux. A un certain moment, elles ont atteint un niveau de technologie sociale qui a permis non seulement d'arriver à subsister mais aussi à générer des services et à parvenir à l'auto-régulation sociale.

Ces organisations d'économie populaire se sont réappropriées la tradition qui s'était fortifiée sous le gouvernement de Salvador Allende, cette fois en tant qu'espace de coordination où les gens

étaient conscients des droits perdus sous la dictature et se sont organisés pour la survie et apporter leur appui à la solidarité.

L'économie solidaire - comme secteur qui n'avait pas seulement été exclus mais qui a émergé comme une proposition économique et d'organisation sociale alternative - n'a pas uniquement cherché l'intégration mais a plutôt été critiquée par les politiques d'Etat et les logiques de marché, et a généré des propositions pour l'articulation horizontale et solidaire.

Avec le temps, nous avons progressivement mûri, grandi et sommes arrivés à être un groupe meilleur. C'est pourquoi nous avons été les premières à nous écrire : "Noon, pas de polyclinique, non, jamais ! (...) Les gens revendiquent auprès de nous, les Monitrices de Santé et non auprès des responsables, c'est-à-dire la Polyclinique/le Dispensaire/ ou l'Hôpital, autrement dit, l'Etat. Ils ne veulent pas s'y rendre parce qu'on s'y occupe mal d'eux. (...) Pour nous, l'éducation préventive est primordiale dans le domaine de la santé. En plus, de nos luttes politiques et sociales. (récit de femme du peuple du Comité de Santé, Quintanilla s/f, p. 57).

La construction de ce sujet collectif, s'est proposé de défendre la vie ainsi que l'économie, à partir de la revendication des principes de la Déclaration Universelle des Droits Humains. Il met en évidence la reconnaissance et l'exigence des droits au travail, à la vie digne, à l'éducation, à la santé, au respect des enfants, au droit de retourner vivre sur la terre natale. Ce qui sera l'axe des valeurs que les femmes représentent dans les toiles et à partir duquel on peut comprendre l'apparition de ce système économique alternatif.

Pour conclure, il rend compte de la manière avec laquelle l'action économique est reconnue depuis la connexion avec le politique, l'auto-organisation et la conscience politique de ses participants. C'est un axe central, qui ne pouvait être oublié même s'il signifiait des sacrifices monétaires, du fait qu'il était considéré critère de "qualité", particulièrement dans les périodes de répressions les plus sévères. Aujourd'hui, nous dirons qu'au-delà de la qualité, il était d'une profonde dignité.

References bibliographiques

Agosín, M. (1985). Agujas que hablan: las arpilleristas chilenas. *Revista Iberoamericana*, 51(132), 523-529.

Adams, J. (2012). *Surviving Dictatorship: A Work of Visual Sociology (Sociology Re-Wired)*. Routledge, EEUU.

Atienza, M. (2017). El enfoque de género en la Economía Social y Solidaria: aportes de la Economía Feminista, *Dossieres EsF*, 25, Primavera (REAS Madrid). Recuperado de: <http://ecosfron.org/wp-content/uploads/Dossieres-EsF-25-El-enfoque-de-g%C3%A9nero-en-la-ESS.pdf>

Bacic, R. (2008). Arpilleras que claman, cantan, denuncian e interpelan. *Hechos del callejón*, 42, 20-22.

Corbeil, C. ; Descarries, F. y Galerand, E. (2001). L'économie sociale du point de vue des femmes, UQÀM Université du Québec a Montréal, Canadá. Recuperado de : http://www.larepps.uqam.ca/page/document/pdf_transversal/cahier02_03.pdf

Demazière, D. y Dubar, C. (1997). *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion*. Paris: Nathan.

- Fillmore, Ch. (2006). Frame semantics. *Cognitive linguistics: Basic readings*, 34, 373-400.
- Guérin, I. (2003). *Femmes et Economie Solidaire*, Paris: Editions la Découverte.
- Guérin, I. ; Hersent, M. y Fraisse, L. (2011). *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*. Paris: Editions. ERES, Francia.
- Guerra, P. (2003). Economía de la solidaridad: Construcción de un camino a veinte años de las primeras elaboraciones. *III Jornadas en Historia Económica*, Montevideo, Uruguay.
- Langacker, R. W. (1987). *Foundations of cognitive grammar: Theoretical prerequisites (Vol. 1)*. Stanford: Stanford University Press.
- Laville, J.; Coraggio, J. y Cattani, D. (2013). *Diccionario de la otra economía*. Buenos Aires: Universidad Nacional de General Sarmiento.
- Nobre, M. (2015). Economía solidaria y economía feminista: elementos para una agenda. Euskadi: REAS. Recuperado de https://www.economiasolidaria.org/sites/default/files/papeles%2004%20cast_0.pdf
- OEA(1985), Informe sobre la declaración de derechos humanos en Chile OEA/Ser.L/V/II.77.rev.1 Recuperado de: <http://www.cidh.org/countryrep/Chile85sp/Indice.htm>
- Piccini, R. (2012) Investigación Basada en las Artes Marco Teórico para T.E, p. 3 Universidad de la República Oriental del Uruguay, Uruguay.
- Quintanilla, R. (s/f). Yo soy Pobladora. Santiago de Chile: Taller Piret. Recuperado de: <http://www.memoriachilena.cl/602/w3-article-9578.html>
- Razeto, L.; Kleneer, A.; Ramírez A. y Urmeneta, R. (1990). Las organizaciones económicas populares. Santiago de Chile: Ediciones PET.
- Razeto, L. (1994). *Las donaciones y la economía de la solidaridad. Libro primero: Economía de solidaridad y mercado democrático*. Santiago de Chile: Ediciones PET.
- Revista Mensaje* (1976). Los bordados de la vida y la muerte. 25(247), p. 117-119.
- Richard, N. (1989). *La estratificación de los márgenes. Sobre arte, cultura y política*. Santiago de Chile: Francisco Zegers Editor.
- Richards, H. (2017). Un concepto de economía solidaria: Organización Ilimitada (págs. 151- 170). En González Meyer, R. (ed.), *Ensayos sobre economía cooperativa solidaria y autogestionaria*. Santiago de Chile: Forja.
- Talmy, L. (2000). *Toward a cognitive semantics (Vol. 1 & 2)*. Cambridge: MIT Press.
- Verschuur C.; Guérin I. y Hillenkamp I. (2017). *Une Économie Solidaire peut-elle être féministe*. París: L'Harmattan.

